



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Raffinage Pétrochimie

Arrêté du 01 JUL. 2025 portant prescriptions complémentaires à la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE relatives à la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques supplémentaires suite aux conclusions de la tierce expertise relative à l'étude de danger

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 18 mars 2004 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE sur la commune de Port-Jérôme-sur-Seine ;
- Vu l'arrêté du 2 août 2023 prescrivant la réalisation d'une tierce expertise sur l'étude de danger du site de la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE à Port-Jérôme-sur-Seine ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées sur des barrières de sécurité de l'étude de danger du 10 juillet 2023 ;
- Vu le rapport INERIS du 17 septembre 2024 « Tierce Expertise des calculs des probabilités moyennes de défaillance à la sollicitation (PFD) de Mesures de Maîtrises des Risques » ;
- Vu le mémoire en réponse au rapport de tierce-expertise de l'INERIS sur les probabilités de défaillance des MMR- Air Liquide en date du 4 octobre 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 21 mai 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mai 2025 relatif aux résultats de la tierce expertise ;

Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 12 juin 2025 ;

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE exploite sur le territoire de la commune de Port-Jerôme-sur-Seine des installations réglementées au titre de la législation sur les installations classées dite Seveso Seuil Bas ;

qu'en vertu de l'arrêté du 2 août 2023 susvisé, la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE a remis à l'administration, le 10 octobre 2024, le rapport de la tierce expertise et le mémoire en réponse relatif aux probabilités de défaillance des phénomènes dangereux ;

que le tiers expert a proposé dans son rapport susvisé des probabilités de défaillance plus importantes que celles utilisées dans l'étude de dangers de l'exploitant, ce qui conduit au changement de classe de probabilité pour 3 phénomènes dangereux ;

que par conséquent, la matrice d'acceptabilité des risques se trouve modifiée par l'ajout d'un phénomène dangereux en case MMR rang 1 et l'ajout de deux phénomènes dangereux en case MMR rang 2 ;

que l'exploitant a proposé dans son mémoire en réponse susvisé, des probabilités de défaillances différentes de celles du tiers expert conduisant à ne pas modifier la matrice d'acceptabilité des risques ;

que ces probabilités de défaillances n'ont pas été évaluées par un tiers-expert ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de poursuivre la démarche de réduction du risque ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour la société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE sise à Port-Jerôme-sur-Seine, conformément aux dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société AIR LIQUIDE HYDROGÈNE, dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay 75007 Paris, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site situé au 70 avenue du Président Kennedy 76170 Port-Jerôme-sur-Seine.

ARTICLE 2 – AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toute mesure ultérieure que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Port-Jerôme-sur-Seine et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Port-Jerôme-sur-Seine pendant une durée minimum d'un mois. La maire de Port-Jerôme-sur-Seine fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

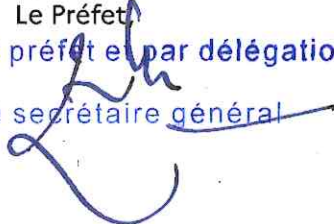
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la maire de Port-Jerôme-Sur-Seine, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **01 JUL. 2025**

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE